

**Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire**

NOMBRE DE CONSEILLERS	DATE DE CONVOCATION	DATE D’AFFICHAGE
En exercice 86	18 mars 2019	26 mars 2019
Quorum 63		
Votants 78		
Suffrages exprimés : 78		

**Séance du 3 avril 2019**

N°190403-21

L'an deux mil dix-neuf, le 3 avril à 19 h 00, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, en l'Hôtel de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Gérard COLIN, Président,

Etaient présents :

Jean-François ALIGNY, Patrick BARTHÉLÉMY, Maurice BEUFILS, Chantal BERTEAU, Pierre-Luc BILLIEZ, Didier BOULLARD, André-Pierre BOURDON, Luc BREANT, Danièle CAMINADE, Bertrand CARPENTIER, Raymond CARPENTIER, Philippe CARREIN, Christine CHANGEUX, Jean-Louis CHAUVENSY, Jacques CHEVALLIER, Jean-Claude CLAIRE, Gérard COLIN, Jean-Michel COLOMBEL, Odile COUROYER, Stéphane DEGREMONT, Claude DESAEGER, Jérôme DOUILLET, Marie-Louise DOULET, Jean-Claude DUBOC, Isabelle DUJARDIN (Saint Valery en Caux), Annie DUMENIL, Jean-Marie FERMENT, Franck FOIRET, Stéphane FOLLIN, Daniel FREBOURG, Laurent GODEFROY, Christine GROUT-LIMARE, Françoise GUILLOT, Hervé JOLLY, Pascal LARGILLET, François-Pierre LECLUSE, Agnès LEDUC, Jacques LEFRANCOIS, Yves LEFRIQUE, Didier LEMAISTRE, Alain LETARD, Jérôme LHEUREUX, Jean-Louis LUYPAERT, Françoise MARIE, Paul MENARD, Nicolas MOLETTE, Sylvain MONNIER, Benoît MOREAU, William MOUCHE, Yvon PESQUET, Alain POILVE, Joël SALLE, Maryvonne SCHILD, Pascal VANIER, Marie-Pierre VASLIN, Michel VIARD, Patrick VICTOR et René VIMONT.

Etaient absents représentés par le suppléant :

M. Jean BUGEON représenté par Mme Marie-Laure VIRET  
M. Philippe DUFOUR représenté par M. Bernard LEVASSEUR  
Mme Isabelle DUJARDIN (Thiouville) représentée par M. Pascal DEBREE  
M. Patrice FAUCON représenté par M. Jean-Paul BEUVIN  
M. David LAMBION représenté par M. Didier MOLTON

Etaient absents excusés avec pouvoir :

M. Rémy BELLANGER a donné pouvoir à M. Jérôme LHEUREUX  
M. Hubert BUQUET a donné pouvoir à M. Didier LEMAISTRE  
Mme Dominique CHAUVEL a donné pouvoir à M. Joël SALLE  
M. Jean-Marc COPPENS a donné pouvoir à Mme Christine GROUT-LIMARE  
M. Philippe ETIENNE a donné pouvoir à M. Yves LEFRIQUE  
M. Thierry FABAREZ a donné pouvoir à M. Alain POILVE  
M. Gérard FOUCHÉ a donné pouvoir à M. Gérard COLIN  
Mme Christiane HERVIEUX a donné pouvoir à Mme Annie DUMENIL  
M. Pierre-Yves JEGAT a donné pouvoir à Mme Isabelle DUJARDIN (Saint Valery en Caux)  
M. Jacques LEBALLEUR a donné pouvoir à M. Hervé JOLLY  
M. Daniel LEGROS a donné pouvoir à M. Daniel FREBOURG  
M. Michel LIEURY a donné pouvoir à M. Jean-Marie FERMENT  
M. Daniel SEIGNEUR a donné pouvoir à M. Paul MENARD  
M. Michel SERY a donné pouvoir à M. Jérôme DOUILLET  
M. Jean-Pierre THEVENOT a donné pouvoir à Mme Marie-Louise DOULET

Absent excusé :

M. Régis PETIT

Absents :

MM Jean-François BOQUET, Jean-Luc COTTARD, Enrick DE BRABANDERE, Hervé MOUQUET et Mmes Brigitte HATTON, Justine MORTELECQUE, Aurore RAUCH

Conformément aux articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Christine CHANGEUX a été élue secrétaire de séance.

\*\_\*\_\*\_\*

**Objet :**

**FINANCES – Budget Principal – Compensation 2019 Budget annexe Golf de la Côte d'Albâtre**

N°21

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-1 à L.5211-4,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2017 relatif aux statuts de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre,

Vu l'article L.2224-2 du CGCT autorisant une prise en charge des dépenses d'un service public industriel et commercial par le budget principal lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés que par une augmentation excessive des tarifs,

Vu la délibération n°170301-17 en date du 1<sup>er</sup> mars 2017 portant création du budget annexe du Golf de la Côte d'Albâtre,

Considérant les caractéristiques financières de la gestion affermée de l'équipement, des tarifs proposés, de la fréquentation prévisionnelle et des charges inhérentes à l'exploitation d'un tel équipement,

Considérant que la redevance annuelle 2019 versée par le délégataire (32 325 €) ne peut couvrir l'ensemble des dépenses restant à charge du budget annexe du golf,

Considérant que les dépenses de fonctionnement prévisionnelles 2019 sont les suivantes :

- dotations aux amortissements nettes et autres opérations d'ordre : 317 338 €
- intérêts de la dette : 46 469 €
- frais de fonctionnement courant : 11 623 €

Considérant que la constatation d'une dotation aux amortissements en section de fonctionnement et sa contrepartie en recette d'investissement (il s'agit d'une opération d'ordre budgétaire) contribue à générer de l'autofinancement pour l'avenir,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 14 mars 2019,

Vu l'avis favorable du bureau élargi en sa séance du 19 mars 2019,

**Le Conseil Communautaire,  
après avoir délibéré, à la majorité des suffrages exprimés,**

- Abstention : MM Poilvé, Fabarez, Desaegeer, Godefroy, Jegat, Coppens, Thévenot, Molette, Lemaistre, Buquet, Viard, Largillet, Vanier et Mmes Dujardin (Saint Valery en Caux), Marie, Grout-Limare, Doulet, Leduc
  - Contre : Foiret
- 
- **accepte de verser une compensation exceptionnelle du budget principal vers le budget annexe du Golf de la Côte d'Albâtre pour un montant de 343 105 €, au titre de l'exercice 2019, pour couvrir principalement la dotation aux amortissements de l'exercice, comme le prévoit l'article L.2224-2 du CGCT.**

Pour extrait certifié conforme,  
ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits,



Le Président,



Gerard COLIN

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal Administratif de Rouen, sis 53 Avenue Gustave Flaubert à ROUEN (76000) peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision pendant le délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification ou de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- o à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- o deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant le délai de 2 mois.

Certifié exécutoire par le  
PRÉSIDENT, compte tenu de  
la Réception en Sous-Préfecture  
le 9/04/19



Accusé de réception en préfecture  
076-200069839-20190403-190403-21-DE  
Date de télétransmission : 09/04/2019  
Date de réception préfecture : 09/04/2019



Faint, illegible text located in the middle right section of the page, possibly a signature or a short paragraph.

